

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES  
ONDULEURS  
DE L'UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION

## Table des matières

1 – Documents contractuels .....	4
2 – Objet du marché .....	4
2-1 – Procédure de passation.....	4
2-2 – Type de marché .....	4
3 – Allotissement .....	4
4 – Durée du marché .....	4
5 – Modalité d'exécution .....	5
5.1 Natures des prestations .....	5
5.2 Les visites d'entretien .....	5
5.3 Les demandes d'intervention .....	5
5.4 Les délais d'intervention .....	5
5.5 Remise en fonctionnement normal des équipements .....	6
5.6 Précision sur l'exécution des prestations .....	6
5.7 Vérification des prestations .....	6
5.8 Mise à jour de la documentation .....	6
5.9 Pièces détachées et accessoires .....	7
5.10 Organisation du management du marché.....	7
5.10.1 Revue de lancement du contrat .....	7
5.10.2 Prise en charge des installations .....	7
5.10.3 Réunion semestrielle .....	8
5.11 Personnel affecté au contrat .....	8
6 – Sécurité .....	8
7 - Objectifs recherchés.....	8
8 – Engagement du candidat.....	9
9 - Responsabilités .....	10
10 – Modifications des installations .....	10
11 – Déchets .....	10
12 – Garantie .....	10
13 - Modalité de détermination du prix.....	11
13.1 Prestation de base.....	11
13.2. Date et formule de révision des prix .....	11
14 - Pénalités .....	11

14.1. Définition des pénalités.....	11
14.2. Modalité de calcul des pénalités : .....	12
15 - Conditions et délais de paiement.....	13
15.1 Avance forfaitaire .....	13
15.2- Facturation.....	13
15.3- Envoi des factures.....	13
15.4- Délais de paiement.....	14
16 - Litiges.....	14
17 – Sous-Traitance .....	14
18 – Modification du Parc .....	14
19 – Fin du marché .....	14
19.1 Clôture du marché .....	14
19.2 Termes du marché.....	15
20- Dérogation du CCAG .....	15

## 1 – Documents contractuels

Le marché est constitué des pièces contractuelles suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Fournitures Courantes et Services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Le titulaire est tenu de respecter toute la réglementation en vigueur concernant son domaine d'intervention.

## 2 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des **opérations d'entretien et de maintenance préventive et curative, de dépannage des onduleurs de l'université de la Réunion**.

La description des installations à entretenir et leurs spécifications techniques sont indiquées en annexe 1.

### 2-1 – Procédure de passation

Le contrat est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

### 2-2 – Type de marché

C'est un marché de service.

## 3 – Allotissement

Les prestations du contrat sont décomposées en deux lots :

Lot n°1 : Site du MOUFIA, du PTU, de la Victoire (IAE), et de Bellepierre à Saint-Denis

Lot n°2 : Campus universitaire du sud au TAMPON, site de l'IUT et SEAS OI et UFR Santé à Saint-Pierre et observatoire du MAIDO au MAIDO

## 4 – Durée du marché

Sa durée est de : 12 mois renouvelable 2 fois par tacite reconduction.

La non reconduction sera notifiée au titulaire 2 mois avant l'échéance du contrat ; passé ce délai, la reconduction sera reconnue.

Le titulaire du marché ne pourra pas refuser sa reconduction.

## 5 – Modalité d'exécution

### 5.1 Natures des prestations

Cette mission concerne l'exécution des prestations d'entretien et maintenance qui ont pour but d'assurer le bon fonctionnement des installations indiquées en annexe 1.

Elle inclut la maintenance préventive et corrective (déplacement, main d'œuvre, diagnostic et éventuellement la réparation si elle ne nécessite pas de fournitures autres que consommables et petits matériels).

Le prestataire réalisera une maintenance sur la base des prestations définies par les textes de lois et des préconisations constructeurs et **description CCTP**, afin de respecter les normes en vigueur.

Il devra en outre intervenir sur demande de l'UNIVERSITE en cas de panne (cf. paragraphes 5.3 à 5.7)

Pour les prestations non traitées forfaitairement dans le contrat de base, le candidat s'engage à fournir à la remise de prix, un bordereau détaillé des prix unitaires indiquant le coût du matériel et le coût horaire de main-d'œuvre, ainsi que le forfait de déplacement.

Les travaux « hors marché » nécessiteront obligatoirement un accord préalable du Responsable du contrat ou à défaut d'un personnel désigné de la Direction du Patrimoine de l'UNIVERSITE.

Dans le cas où des travaux seraient confiés à une autre entreprise que le titulaire, une visite contradictoire d'état des lieux sera alors faite avant et après les travaux ; ces visites contradictoires sont comprises dans le cadre du marché.

### 5.2 Les visites d'entretien

Les visites d'entretien seront sur rendez-vous et effectuées pendant la période d'ouverture de l'Université du lundi au vendredi (pendant les jours ouvrés et les heures de travail normales de 7 h 00 à 17 h 00). La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement des services.

Par ailleurs, lors de la venue sur site, le technicien devra informer le correspondant de site de son arrivée et de son départ.

La périodicité des visites d'entretien sera à minima **semestrielle**.

### 5.3 Les demandes d'intervention

Pour toute demande d'intervention, le candidat doit disposer d'un service de réception des appels téléphoniques, fax et mail pour les jours ouvrés (lundi à vendredi) de 7h00 à 17h00 et des appels 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, intégré à sa structure. Dans le cas des appels, le titulaire devra confirmer leurs réceptions par mail en précisant l'heure, la nature et l'auteur de la demande d'intervention. Le candidat devra donner à la notification du contrat les coordonnées du service d'astreinte pour le site de SEAS OI et du MAIDO. En aucun cas cette prestation ne peut être sous-traitée. Ce service devra être accessible à tout moment pour les utilisateurs souhaitant obtenir des informations lors des pannes. L'ensemble de ces appels pour demande d'intervention ne pourra être reçu sur répondeur.

### 5.4 Les délais d'intervention

A partir de la réception de la demande, le prestataire interviendra pour un appareil en panne, ou présentant un dysfonctionnement n'affectant pas la sécurité, dans un **délai maximum de deux**

**heures**, en heure ouvrable du lundi au vendredi de 7h00 à 17h00. Il appartient au candidat de proposer un délai plus court à L'UNIVERSITE si cette prestation d'urgence peut être raccourcie.

## 5.5 Remise en fonctionnement normal des équipements

La remise en fonctionnement normal des équipements sera réalisée dans les meilleurs délais possibles. Dans tous les cas, elle interviendra au maximum au bout de 7 heures en jours et heures ouvrés, sauf exception qui sera signifiée par le candidat (confirmation par courrier, télécopie ou mail dans le délai précité) et mentionnant la cause du dépassement du délai et le nouveau délai de remise en service.

## 5.6 Précision sur l'exécution des prestations

- Dans le cas où le technicien devra laisser l'équipement arrêté au terme de son intervention, le représentant du maître d'ouvrage devra être informé du motif de l'arrêt et de la date prévisionnelle de remise en service.
- Le dépannage s'entend autant de fois que nécessaire sur demande d'une personne habilitée à déclencher une intervention de l'UNIVERSITE.

**NOTA : En aucun cas, une intervention de dépannage ne peut tenir lieu de visite d'entretien sauf accord préalable du Maître d'œuvre.**

## 5.7 Vérification des prestations

Le titulaire du marché tiendra à jour un carnet d'entretien pour chaque appareil où sont mentionnées toutes les interventions effectuées (y compris maintenance et travaux sur bon de commande) et comprenant :

- date et heure de début et de fin d'intervention
- date et heure de la demande d'intervention (en cas de dépannage\*)
- nom du technicien
- site et poste concerné
- diagnostic de la panne (en cas de dépannage\*)
- nature des travaux effectués
- pièces remplacées (contrat et hors contrat si intervention suite à une commande).
- les observations jugées utiles

Ce carnet est émargé par l'agent de maintenance ainsi que par le responsable désigné pour le site qui doit pouvoir y consigner ses observations éventuelles. Le Maître d'Ouvrage aura une copie de ce document et pourra demander l'inscription systématique de certains renseignements.

Ce carnet conditionnera la certification du service fait nécessaire au règlement des prestations dans les délais prévus.

## 5.8 Mise à jour de la documentation

Le titulaire devra dans le cadre de son marché la remise à jour des documents de chaque installation, comprenant :

- La liste du matériel et les notices techniques
- Les plans, schémas, et synoptiques

## 5.9 Pièces détachées et accessoires

Le candidat devra prévoir un stock de pièces de rechanges suffisant pour ne pas paralyser l'utilisation du matériel. Si l'appareil ne peut être remis en service dans les 7 h en jours ouvrés, le maître d'ouvrage devra être informé du motif de l'arrêt.

Les pièces et accessoires devront être des pièces d'origine, neuves ou en échange standard. Si tel n'était pas le cas, le candidat devra fournir une attestation du concepteur de l'appareil certifiant de la compatibilité des pièces et accessoires avec les équipements.

## 5.10 Organisation du management du marché

Dans un délai maximal de 3 jours avant la date des réunions, le rapport devra être transmis au Maître d'Ouvrage sous format numérique (.xls ou .doc). Le jour de la réunion, il sera remis au Maître d'Ouvrage un exemplaire papier de ce document.

Pour chaque réunion entre le Titulaire et le Maître d'ouvrage, le Titulaire établit un compte rendu mentionnant les principales décisions prises et le titulaire assurera un suivi des actions ou des mesures à prendre.

Le Maître d'ouvrage disposera d'un délai de 5 jours ouvrable pour faire ses observations après réception des comptes-rendus.

### 5.10.1 Revue de lancement du contrat

Suite à la notification du contrat, le Maître d'Ouvrage organisera au moins une revue de contrat au cours de laquelle sera notamment faite :

- une lecture en commun des différents documents du marché ;
- l'élaboration et la signature du plan de prévention ;
- les modalités d'organisation ;
- les contraintes d'exploitation en cours et à venir explicitées par le Maître d'Ouvrage.

Remarque : le Maître d'Ouvrage pourra organiser autant de réunions que nécessaire pour s'assurer de la mise en place organisationnelle du contrat et de la prise en compte des installations ; le Titulaire sera tenu d'y assister sans rémunération supplémentaire.

### 5.10.2 Prise en charge des installations

#### 5.10.2.1 Prise en compte des installations

Dans un délai de 2 semaines à compter de la date de début d'exécution du marché, le Titulaire établit un document d'inventaire et d'évaluation de l'état des installations du périmètre à maintenir.

Cette prise en compte est l'occasion de conforter l'inventaire joint en annexe 1 et le contenu des plans de maintenance préventive pour garantir les objectifs de disponibilité spécifiés.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir de la méconnaissance d'un équipement pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

Les installations mises à disposition du Titulaire dans le cadre de ce contrat sont réputées conformes et opérationnelles pour les obligations de service demandées.

Dans le cas où les pièces détachées seraient en arrêt de fabrication et sans équivalence, le Titulaire devra préciser dans sa prise en compte de façon exhaustive les matériels incriminés.

#### 5.10.2.12 Réunion de fin de prise en charge

A l'issue de la prise en compte des installations, le Maître d'Ouvrage organisera une réunion au cours de laquelle le Titulaire présentera notamment :

- la mise à jour du planning prévisionnel de maintenance préventive mis en œuvre le jour de l'entrée en vigueur du contrat ;
- l'inventaire et l'état des équipements de son périmètre
- les éventuels devis de réparation suite à la visite de prise en charge
- les documents de suivi mis en place.
- les pièces de rechange mises en stock

### 5.10.3 Réunion semestrielle

Après chaque maintenance, le Titulaire organisera une réunion au cours de laquelle il présentera notamment :

- Les fiches de maintenance, de travaux d'entretien et de dépannage réalisés dans le semestre écoulé.
- Une mise à jour de l'inventaire technique ;
- Un historique des incidents comprenant :
  - Les moyens mis en œuvre pour rétablir le fonctionnement
  - L'analyse des causes
  - Des préconisations pour éviter que ce type d'incident ne se renouvelle
- La liste du matériel remplacé
- La notification et les devis associés pour la réparation, modernisation ou la mise en conformité des appareils
- Une mise à jour du planning prévisionnel de maintenance préventive pour l'année suivante (à la 2ème réunion)

### 5.11 Personnel affecté au contrat

Le Titulaire désigne une équipe dont la compétence et la qualification sont adaptées à la prestation demandée dans le cadre de ce contrat que ce soit pour les tâches d'ingénierie, d'encadrement, que pour des interventions de maintenance. Il assurera l'encadrement hiérarchique et le contrôle de ses personnels présents sur le site.

Ces personnels disposent des habilitations nécessaires ; tous les outillages et moyens techniques nécessaires à la réalisation des interventions sont à la charge du Titulaire et seront conformes à la réglementation en vigueur.

Les intervenants sont réputés avoir vérifié le contenu de la documentation et avoir une parfaite connaissance :

- De la constitution des bâtiments
- Des contraintes dues à la destination du site
- De la consistance des équipements et installations dont il doit l'exploitation
- Des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des ouvrages (contrôle d'accès, clefs, ...)

Pour ce faire, le Titulaire dispensera une formation répondant aux obligations ci-dessus à ses agents avant leur première intervention. Il tiendra à jour une liste de ce personnel.

## 6 – Sécurité

Le titulaire s'engage à n'utiliser que du personnel formé aux règles de sécurité pour la maintenance des installations. Il se conforme à l'ensemble des règles et des normes en vigueur pour la réalisation de ces prestations en particulier à celles relatives aux instructions de maintenance.

Il doit informer sans retard le responsable désigné du site de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité des personnes.

Un plan de prévention sera établi à la notification du marché ; il sera mis à jour annuellement en cas de modification des installations.

## 7 - Objectifs recherchés

Compte tenu de la nature des installations concernées et donc du caractère sensible que revêt le présent marché, il a été retenu la notion d'obligations de résultats de la part du titulaire.

En réponse à ces obligations contractuelles, le titulaire doit fournir une proposition technique adaptée et ensuite mettre en place une organisation professionnelle et solide.



Les obligations de résultats détaillées ci-dessous sont fixées à la fois :

. Pour les opérations de maintenance préventive (systématique) car celles-ci ont objectifs de minimiser le nombre de pannes sur les installations en maintenant le niveau de performance des équipements c'est-à-dire la conservation des caractéristiques nominales des équipements. De même, ces opérations assurent une meilleure longévité du matériel.

. Pour les opérations de maintenance corrective (dépannage, réparation) car tout incident sur les installations objet du présent marché peut avoir des conséquences indésirables et nécessite une réactivité importante de la part du titulaire. Le titulaire du présent marché a pour obligation d'intervenir sans limitation de nombre, de réparer et de redémarrer les installations techniques dans les délais les plus brefs. Le tableau ci-dessous présente les obligations de résultats du présent marché en la matière (Heures ouvrées).

Temps d'intervention	Temps de dépannage	Temps de réparation
2 H	5 H	36 H

Le « temps d'intervention » comprend la durée entre l'heure de l'appel téléphonique (confirmé le cas échéant par mail au service technique du titulaire) et l'arrivée sur site du personnel afin d'établir son diagnostic et prendre les décisions qui s'ensuivent.

Le « temps de dépannage » correspond à la durée nécessaire pour la remise en fonction même provisoire de l'installation.

Le « temps de réparation » correspond à la durée nécessaire pour la remise en fonction définitive de l'installation (remplacement des pièces défectueuses conformément au paragraphe 5.10).

Les objectifs recherchés en matière de résultats consistent à garantir :

- La maîtrise réglementaire
- La continuité du service
- La pérennité des équipements
- La maîtrise des coûts
- La satisfaction des usagers par la qualité du service.
- La durabilité et les performances de fonctionnement des installations au niveau optimal

Le respect de ces objectifs se traduira par :

- Des délais d'intervention tenus
- Une maintenance conforme aux exigences
- Un juste équilibre entre les dépenses afférentes à la maintenance préventive et celles générées par les dépannages.

La production d'un tableau de bord relatif à ces différents paramètres attestera un souci de bonne gestion.

## 8 – Engagement du candidat

A échéance de son marché, le candidat s'engage à restituer les installations dans l'état où il les a trouvées à la prise d'effet (sauf si les équipements sont réparés en cours de période ; dans ce cas les installations seraient restituées selon leur état de mise en service au jour de la réception des travaux de réparation).

Un procès-verbal contradictoire de l'état final des installations sera établi à la fin de l'exécution des prestations avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné et de tout expert désigné par l'Université.

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent marché, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du titulaire. Le titulaire s'engage à restituer en fin de marché toute documentation nécessaire à la maintenance complète des installations. Tout frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation est à la charge du titulaire.

Le solde du paiement du marché ne pourra être effectué avant la réalisation complète des éventuelles réserves listées dans le procès-verbal.

## 9 - Responsabilités

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à toute autre personne,
- à ses biens, à ceux de la personne responsable du marché ou à ceux de toute autre personne physique ou morale.

Pour ce faire, le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 10 – Modifications des installations

Après toute modification des installations effectuées dans le cadre du présent marché, le titulaire doit mettre à jour les plans, la liste du matériel et schémas des installations et transmettre à l'Université un exemplaire de ces pièces modifiées. Le plan de prévention sera modifié en conséquence.

## 11 – Déchets

Le titulaire du marché a l'obligation d'évacuer tous les matériels et produits changés, aucun stockage n'aura lieu dans les locaux. Le candidat devra se charger de recycler les déchets générés (type batteries, voyants, huile, solvant...). En outre, le candidat devra assurer la mise en décharge agréées des déchets et fournira au maître d'ouvrage un bordereau de suivi de ces déchets dans un délai de 4 semaines, conformément à la réglementation.

## 12 – Garantie

Le titulaire assure la garantie des pièces de rechange qu'il fournit lors des travaux de réparation et dans les conditions stipulées à l'article 33 du CCAG/ FCS.

La durée minimale de cette garantie est fixée à un an à compter de la réception de l'intervention par le Maître d'Ouvrage. Pendant cette période le titulaire prendra à sa charge l'ensemble des prestations nécessaires à la résolution de tout type de dysfonctionnement et ce, autant de fois que cela s'avérerait utile. La garantie se verra prolongée d'autant que l'équipement aura été indisponible.

Cette garantie couvre également les interventions liées à une visite préventive insuffisante ou mal effectuée.

## 13 - Modalité de détermination du prix

### 13.1 Prestation de base

Le prix du présent marché est global et forfaitaire. Il est ferme la première année puis révisable annuellement à l'issue de la première période d'exécution.

Tous les prix indiqués dans l'offre comprennent la main d'œuvre et les charges, les investissements, les frais fixes, les assurances diverses, les frais de transport, la fourniture de matériel, etc...

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Pour chaque modification de périmètre (article 18), un avenant au marché sera établi. Le prix sera modifié à la hausse ou à la baisse en tenant compte, éventuellement, de la révision des prix de l'article 13.2.

### 13.2. Date et formule de révision des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois précédant la date limite de l'offre. Ce mois est appelé mois zéro.

Sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, le prix des prestations prévues au marché est révisable chaque année, par application de la formule paramétrique suivante :

$$P=P_0 (0,15+0,15 \text{ MIG EBIQ} / \text{MIG EBIQ}_0 + 0,70 \text{ ICHTTS} / \text{ICHTTS}_0)$$

Dans cette formule :

P = prix révisé

P<sub>0</sub> = prix initial

ICHTTS<sub>0</sub> = valeur de l'Indice du « Coût Horaire du Travail » - Tous salariés, charges sociales comprises » des industries mécaniques et électriques connue au mois zéro et lue dans le dernier Bulletin Officiel de la Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes (BOCCRF) paru au mois zéro, ou bien au Bulletin Mensuel de Statistique édité par l'INSEE (BMS), au tableau 3, identifiant 2 11 H.

MIG EBIQ<sub>0</sub> = valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - MIG EBIQ - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - Base 2010 - (FM0AEBIQ00) pour le mois zéro.

Le prix ainsi révisé est donc arrêté à deux décimales par dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS.

**En tout état de cause, l'augmentation ne pourra être supérieure à 3% l'an.**

## 14 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, sont justifiables de pénalités les manquements prévus à l'article suivant :

### 14.1. Définition des pénalités

Des pénalités sont appliquées au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG de référence, le titulaire disposera de 24h pour apporter ses observations, à la suite de quoi les pénalités seront appliquées.

L'exonération de pénalité pour l'ensemble du marché prévu au CCAG-FCS 2021 ne sera pas appliqué.

Les pénalités portent sur :

- 1 - le non-respect des dates des interventions programmées (préventives, correctives, réunions...),
- 2 - le retard dans l'exécution des prestations (maintenance préventive, corrective, transmission de documents y compris transmission des rapports...),
- 3 - le dépassement des délais de remise en état définitive,
- 4 - la non tenue à jour des documents.
- 5 - le non-respect de la procédure d'intervention (à partir de la 3eme remarque au titulaire) qui sera définie lors de la revue de lancement du contrat

Toutes ces pénalités sont cumulables et sont retenues sur le prix du au titulaire.

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

## 14.2. Modalité de calcul des pénalités :

### \* Pénalités liées aux prestations à redevance forfaitaire

Les pénalités ne pourront dépasser 10% du montant HT du marché.

Des pénalités seront appliquées dans les cas cités ci-dessus et plus précisément sur :

#### ***Retard sur délai d'intervention (point 1)***

Des pénalités de retard seront appliquées si les délais d'intervention contractualisés sont dépassés. La pénalité est de :

- 50 euros H.T. par heure de retard de dépannage

#### ***Retard sur exécution (point 2 et 3)***

Une pénalité de 50 euros H.T. par jour sera appliquée dans les conditions suivantes :

- inexécution partielle ou totale d'une prestation
- mauvaise exécution de ladite prestation après une première mise en demeure, non assortie de sanctions, adressée sous pli recommandé avec AR et donnera lieu à une refaction sur la facture suivante.

#### ***Tenue à jour des documents (point 4)***

Une pénalité de 100 euros H.T. par équipement sera appliquée à chaque fin d'année de contrat pour la documentation manquante.

#### ***Procédure d'intervention (point 5)***

Une pénalité de 50 euros H.T. sera appliquée à chaque intervention qui ne respectera pas la procédure définie.

#### ***Autre cas***

Une pénalité sera appliquée de 50 euros H.T. par déchets retrouvés ou 500€ HT par bordereaux de traitement non transmis

En cas de force majeure, le titulaire sera dispensé du versement des pénalités.

#### \* Pénalités liées aux prestations sur bon de commande

Lorsque le titulaire ne respecte pas ses engagements, les pénalités sont calculées selon la formule suivante :

$P = V * R / 300$ , dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

En cas de retard dans l'exécution de la prestation, en cas d'inexécution de cette dernière, ou en cas de prestations inférieures à la qualité exigée et après 2 relances écrites par l'Université, il pourra être pourvu par l'Université à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.

Dans tous les cas susvisés, il sera fait application de l'article 41 du CCAG/FCS.

Le retard commence à partir du moment où la visite de l'entreprise est programmée.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

## 15 - Conditions et délais de paiement

### 15.1 Avance forfaitaire

Aucune avance forfaitaire n'est prévue.

### 15.2- Facturation

La maintenance des onduleurs donne lieu à **facturation à terme échu, à l'issue de chaque opération de maintenance.**

Les prestations complémentaires éventuellement introduites par voie de devis sont facturées à part et après leurs réalisations.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique par mandat administratif.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.
- le numéro de SIRET de l'Université de La Réunion, destinataire de la facture : 199 744 780 00016
- le code service : UR974SFD
- le numéro d'engagement (numéro composé de 10 chiffres et commençant par 45) à réclamer l'acheteur.

### 15.3- Envoi des factures

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1

et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

## 15.4- Délais de paiement

Conformément aux règles de la comptabilité publique, le règlement est effectué par virement administratif sur présentation d'une facture en deux exemplaires. Le délai global de paiement débute à la réception de la facture et est de 30 jours.

## 16 - Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre le Pouvoir Adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

## 17 – Sous-Traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché **sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'Université** et de l'agrément des conditions de paiements de chaque contrat de sous-traitance, conformément au CCAG-FCS.

Pour ce faire il devra fournir les éléments (compétences des personnels, habilitations, moyens techniques, références...) qui permettront de prendre cette décision. Une mise à jour du plan de prévention sera effectuée.

Toute présentation et agrément doivent être effectifs avant toute intervention du sous-traitant au titre du présent marché.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes conditions que le titulaire.

L'entreprise titulaire du marché reste responsable devant la personne publique de l'exécution du marché.

## 18 – Modification du Parc

Les modifications éventuelles du parc de matériel feront l'objet d'un avenant, aussi bien dans le cas d'ajout que de suppression d'équipements (ex : onduleur HS ou en panne que l'Université ne souhaiterait pas remplacer ou réparé, utilité moins importante dans le service...).

Cette modification pourra s'appliquer après chaque intervention et son montant se fera au prorata du nombre de visites restantes en fonction du BPU et des annexes.

## 19 – Fin du marché

### 19.1 Clôture du marché

Le solde du marché sera effectué sous réserve :

- de la mise à jour et de la restitution de la copie des dossiers d'exploitation et de maintenance
- de l'achèvement des prestations et des interventions correctives et préventives sur les installations
- d'un état de propreté satisfaisant des locaux techniques ;
- de la fourniture du bilan annuel, du plan de propositions et d'un inventaire à jour et complet des installations

- d'un état normal de vétusté des installations.

## 19.2 Termes du marché

Le marché pourra prendre fin dans les conditions suivantes :

A/ aux torts du titulaire :

Dans l'éventualité où le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Charges, la résiliation du marché pourra intervenir dans les conditions prévues et définies au Chapitre 7 du CCAG/FCS. Le présent marché pourra être résilié :

- pour non-respect des consignes de maintenance du constructeur,
- pour mise en place de pièces non conformes, non validées ou non accréditées par le fabricant,
- pour non-respect des délais d'intervention,
- pour matériel indisponible plus de 15 jours,
- pour non-respect du CCTP.

B/ à l'initiative du pouvoir Adjudicateur :

Par dérogation à l'article 42 du CCAG applicables, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le présent marché pour motif d'intérêt général, sans que cette action n'ouvre droit au titulaire à une quelconque indemnisation autre que les prestations dues.

## 20- Dérogation du CCAG

L'article 13.2 du présent document déroge à l'article 10 du CCAG applicable

L'article 14 du présent document déroge à l'article 14 du CCAG applicable

L'article 19.2 du présent document déroge à l'article 42 du CCAG applicable

Fais-le

A